

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CCXVII.

---

Du Jeudi 18 Février 1790.

Séance de Mardi soir.

UNE nuit tant de fois marquée par les témoignages bruyans d'une joie bizarre & immodérée, a été enfin consacrée au patriotisme. Il y a long-temps que les offrandes faites à la nation, n'avoient été si abondantes & si multipliées; en voyant le nombre prodigieux d'adresses d'adhésion, de félicitation & de reconnaissance que l'assemblée reçoit de toutes parts, on diroit que c'est le premier élan du patriotisme des peuples; les actes de remerciemens des nouvelles municipalités ajoutent encore un nouveau prix à ces précieux témoignages, & assurent de plus en plus la constitution française.

Nous ne rapporterons de cette foule de dons patriotiques que les plus remarquables.

M. le marquis de Beauveau ayant renoncé en faveur de la nation à tous les droits qu'il peut avoir sur les biens de la maison des Augustins d'Angers, l'assemblée a ordonné que son nom fût inscrit dans le procès-verbal.

MM. Besançon, Moreau & Joubiau de la Mothe, députés de Villeneuve-le-roi, sur Yonne, en faisant une offre

Tome VII.

G

patriotique ; ont exprimé les sentimens généreux qui animent les habitans de cette ville , & leur ferme résolution de sacrifier leurs biens & leur vie au maintien de la constitution. M. le président les a invités à assister à la séance.

Les habitans de Sommevoie en Champagne , ont offert six mille livres & le quart de leur revenu.

La communauté de Soissons près Pontarlier , a imité cet exemple ; & MM. Constantin , frères , négocians d'Angers , ont fait abandon d'un contrat au principal de 500 livres avec les arrérages sur l'état.

Un des grands effets de la révolution actuelle sera de propager le civisme dans toutes les classes , & de faire disparaître tous les titres devant celui de citoyen : il y en a déjà des exemples dans la nomination de plusieurs curés aux premières places municipales. Magistrats politiques & religieux , ils donneront un caractère plus précieux à leurs fonctions , quand ils y réuniront celles de l'administration journalière. Ils trouveront dans leur double ministère de nouveaux moyens de défendre & de soulager le malheureux peuple. L'assemblée a admis à la barre un de ces vénérables pasteurs , dont elle a également applaudi le patriotisme & le caractère. M. Maisse , curé , maire de Chavignon en Soissonnois , député des habitans de sa paroisse , a offert en leur nom le produit de l'imposition des ci-devant privilégiés , outre la contribution volontaire que les habitans veulent payer , quoiqu'ils n'aient pas quatre cents livres de revenus. Voici le discours qu'il a prononcé , en joignant au don de ses paroissiens , & à l'offre de sa contribution particulière , celle d'un de ses ouvrages :

MESSIEURS ,

« Les premières villes du royaume se sont empressées de rendre leur hommage à l'assemblée nationale. Les habitans



des campagnes qui partagent leur zèle, espèrent que vous leur permettez le même acte de patriotisme.

» Oui, Messieurs, le peuple auquel vous avez rendu la liberté, & qui vous devra bientôt l'abondance, tressaille de joie à la vue de l'heureuse révolution que vos lumières & votre courage lui préparent, de concert avec le meilleur des rois.

« Permettez-moi de vous offrir mon hommage particulier en vous présentant *l'ecclésiastique citoyen* ; ouvrage qui a précédé de cinq ans ce nouvel ordre de choses, l'admiration & l'exemple de l'Europe.

» Qu'il est doux pour moi d'en voir adopter les principes par le sénat de la France ; de voir la société & la religion trouver également leur avantage dans la réforme des abus qui déshonoraient un état dévoué à l'édification & au bonheur publics ! »

Ce discours a été très-applaudi, & le curé, maire, a été invité d'assister à la séance.

Sur la demande faite par la ville de Peirehourade, d'être autorisée par l'assemblée nationale, à continuer la perception des octrois établis par arrêt du conseil de 1769, jusques à ce qu'il auroit été décrété un mode d'imposition général & uniforme pour la subsistance des villes du royaume, M. Hébrard a proposé au nom du comité edes rapports de décréter que conformément à son précédent décret qui maintient provisoirement les villes dans la perception de leurs octrois, cette ville est autorisée à percevoir celui établi en sa faveur par ledit arrêt du conseil de 1769, renouvelé par un autre du 4 octobre 1788.

Mais l'assemblée a décidé que, vu les décrets qu'elle avoit précédemment rendus sur cette matière, il suffisoit d'envoyer à la ville de Peirchourade celui qui venoit d'être rendu.

M. Camus a fait ensuite une motion que l'assemblée a décrétée en ces termes :

» L'assemblée nationale décrète que les différens comités établis par elle , seront autorisés à demander dans les dépôts publics & des cours ; toutes les pièces qu'ils jugeront nécessaires à leurs travaux ; desquelles pièces il leur sera délivré des copies sur papier non timbré & sans frais : même que dans le cas où lesdits comités jugeroient nécessaire de voir les minutes , elles seront représentées aux commissaires qu'ils nommeront à cet effet , & remises en leur pouvoir , s'ils le jugent convenable , sur le récépissé des secrétaires deldits comités , à la charge d'être rétablis dans les dépôts d'où ils auront été tirés , après qu'il en aura été rendu compte à l'assemblée. »

M. Pison du Galand a fait une motion concernant le sceau de l'état ; & l'assemblée a décrété que son président se retireroit pardevers le roi pour lui demander que la forme du sceau actuellement en usage , soit réformée , & la légende rendue conforme à l'intitulé des lettres émanées du roi.

M. le marquis d'Usson a terminé la séance en lisant un projet d'établissement pour une caisse militaire & patriotique. L'assemblée en a ordonné l'impression & le renvoi au comité des finances & au comité militaire.

Quelques dispositions économiques sur les frais des bureaux ont été proposées par M. Camus & adoptées par l'assemblée.

*Séance d'hier.*

Elle a commencé par des observations de M. de Cernon , au nom du comité de constitution , sur le décret général concernant la division du royaume en départemens & en districts.

Il a fait ensuite un rapport sur le département de Béarn ; & il a proposé un projet de décret.



M. Garat, député du Labour, a demandé que la première assemblée fût tenue dans un chef-lieu de district, & il a proposé la ville de Saint-Palais.

M. d'Arnaudal & M. Mourot ont soutenu que la ville de Navarrens étoit plus convenable pour la première assemblée que celle de Saint-Palais.

On a mis aux voix l'avis du comité qui a été adopté ainsi :

« L'assemblée nationale décrète que la première assemblée des électeurs du département de Béarn se tiendra dans la ville de Navarrens, & ils délibéreront sur le choix de la ville dans laquelle se tiendra la première assemblée de ce département, & s'il y a lieu à l'atternement ».

Quelques observations qui devoient être faites sur le décret concernant le département de Versailles, nous ayant dispensés de le faire connoître jusqu'à ce moment, nous le plaçons ici avec celui des Landes & Chalosse.

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. Que le département de Versailles, dont Versailles est le chef-lieu, est divisé en neuf districts;

2°. Que les chefs-lieux de ces districts sont provisoirement Versailles, Saint-Germain, Mantes, Pontoise, Dourdan, Montfort, Erampes, Corbeil, Gonesse & que Rambouillet sera le siège de la juridiction du district;

3°. Que les neuf maisons renfermées dans l'intérieur de la ville de Pontoise & dépendantes de la municipalité de la paroisse de Saint-Ouen, séparées de la ville par la rivière d'Oise, appartiendront désormais à Pontoise;

4°. Que la paroisse de Puignier appartiendra au district de Mantes;

5°. Que les paroisses de Marly & du port Marly se-



ront partie du district de Versailles ainsi que les paroisses de Bailly & de Noisy.

» L'assemblée nationale décrète , d'après l'avis du comité de constitution ,

10. Que l'assemblée du département des Landes & Chalosse réunies , se tiendra provisoirement à Mont-de-Marsan ; que les électeurs proposeront un alternat , s'ils le jugent convenable aux intérêts du département ;

2°. Que ce département est divisé en quatre districts , dont les chefs-lieux sont Mont-de-Marsan , Saint-Sever , Tartas & Dax ;

3°. S'il est établi un tribunal dans ce département , il sera placé à Dax.

M. de Cernon a lu ensuite le décret général sur les départemens , après avoir annoncé à l'assemblée les différentes considérations qui ont déterminé le comité à donner une dénomination particulière à chaque département.

Sur la demande de M. Lavié , l'assemblée a laissé aux communautés du Montjoye la liberté de se réunir au district de Saint-Hyppolite en Franche-Comté.

M. Lapoule a représenté que la terre du comité de Montjoye-Vaufley joignoit le district de Saint-Hyppolite , l'un des districts du département de Besançon. Il demandoit que l'assemblée nationale décrétât que les communautés dudit comité pourroient se réunir au district de Saint-Hyppolite.

M. de Cernon a proposé de décréter que la division en districts ne fût que réglementaire.

« On craint , a-t-il dit , que l'on ne regarde les alternats comme constitutionnels , & cela pourroit nuire au bien des administrés.

M. Bouche a demandé que les décrets rendus sur les départemens fussent réunis en un recueil par ordre de dates & présentés à l'acceptation.



M. Garat, député du Labour, a demandé que la première assemblée fût tenue dans un chef-lieu de district, & il a proposé la ville de Saint-Palais,

M. d'Arnaudal & M. Mourrot ont soutenu que la ville de Navarrens étoit plus convenable pour la première assemblée que celle de Saint-Palais.

On a mis aux voix l'avis du comité qui a été adopté ainsi :

« L'assemblée nationale décrète que la première assemblée des électeurs du département de Béarn se tiendra dans la ville de Navarrens, & ils délibéreront sur le choix de la ville dans laquelle se tiendra la première assemblée de ce département, & s'il y a lieu à l'atternement ».

Quelques observations qui devoient être faites sur le décret concernant le département de Versailles, nous ayant dispensés de le faire connoître jusqu'à ce moment, nous le plaçons ici avec celui des Landes & Chalosse.

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. Que le département de Versailles, dont Versailles est le chef-lieu, est divisé en neuf districts;

2°. Que les chefs-lieux de ces districts sont provisoirement Versailles, Saint-Germain, Mantes, Pontoise, Dourdan, Montfort, Erampes, Corbeil, Gonesse & que Rambouillet sera le siège de la juridiction du district;

3°. Que les neuf maisons renfermées dans l'intérieur de la ville de Pontoise & dépendantes de la municipalité de la paroisse de Saint-Ouen, séparées de la ville par la rivière d'Oise, appartiendront désormais à Pontoise;

4°. Que la paroisse de Puignier appartiendra au district de Mantes;

5°. Que les paroisses de Marly & du port Marly fer-



ront partie du district de Versailles ainsi que les paroisses de Bailly & de Noisy.

» L'assemblée nationale décrète , d'après l'avis du comité de constitution ,

10. Que l'assemblée du département des Landes & Chalosse réunies , se tiendra provisoirement à Mont-de-Marsan ; que les électeurs proposeront un alternat , s'ils le jugent convenable aux intérêts du département ;

2°. Que ce département est divisé en quatre districts , dont les chefs-lieux sont Mont-de-Marsan , Saint-Sever , Tartas & Dax ;

30. S'il est établi un tribunal dans ce département , il sera placé à Dax.

M. de Cernon a lu ensuite le décret général sur les départemens , après avoir annoncé à l'assemblée les différentes considérations qui ont déterminé le comité à donner une dénomination particulière à chaque département.

Sur la demande de M. Lavie , l'assemblée a laissé aux communautés du Montjoye la liberté de se réunir au district de Saint-Hyppolite en Franche-Comté.

M. Lapoule a représenté que la terre du comité de Montjoye-Vausley joignoit le district de Saint-Hyppolite , l'un des districts du département de Besançon. Il demandoit que l'assemblée nationale décrêtât que les communautés dudit comté pourroient se réunir au district de Saint-Hyppolite.

M. de Cernon a proposé de décréter que la division en districts ne fût que réglementaire.

« On craint , a-t-il dit , que l'on ne regarde les alternats comme constitutionnels , & cela pourroit nuire au bien des administrés.

M. Bouche a demandé que les décrets rendus sur les départemens fussent réunis en un recueil par ordre de dates & présentés à l'acceptation.



M. de Cernon a observé que les décrets rendus sur plusieurs départemens l'ont été à diverses époques , & qu'il falloit les réunir en un seul décret.

M. de Casalès est monté à la tribune pour prier l'assemblée de lui indiquer une heure pour une motion qu'il disoit très-importante. On lui a demandé quel en étoit l'objet ? après une courte résistance , il a répondu qu'elle tendoit à faire fixer le terme de la législature actuelle.

« Ce terme , a dit M. Dupont , est celui de la constitution achevée. Les fonctions de représentans sont assez pénibles pour en desirer la fin. Je demande que la question soit ajournée jusqu'au moment où la constitution sera achevée & l'ordre rétabli dans les finances. »

Cette opinion a été généralement approuvée ; on pensoit que ce seroit une sorte de lâcheté d'abandonner la France dans un moment aussi critique, quand toutes les parties de la constitution ne sont pas achevées , & que ses fondemens ne sont pas encore affermis.

M. Biozat s'est élevé avec force contre la motion de M. Casalès. « On ne connoît pas encore , a-t-il dit , les vrais amis de la révolution ; il faut encore quelque temps pour y parvenir ; en attendant la constitution s'établira , & l'assemblée se séparera quand la France ne sera plus en péril. »

» Nous sommes liés par le serment mémorable & solennel , a dit M. de Mirabeau , de ne pas nous séparer que la constitution ne soit achevée ; il est donc impossible d'avoir quelque chose à déterminer sur la question de savoir quand la législature finira. La véritable manière de la décider est de ne pas perdre le temps en vaines disputes. Si la question proposée est si simple , je demande qu'on la décide sur-le-champ ; mais je pense qu'il n'y a pas lieu à délibérer ;



car elle est résolue par sa nature. Il faut cependant entendre M. de Casalès ».

Celui-ci a repris la parole : » Nous touchons , a-t-il dit , à une époque bien importante ; les départemens vont s'assembler , & la nation va juger de la conduite de ses représentans : on peut dire que nous avons dépassé nos mandats. »

L'improbation que l'orateur a reçue de l'assemblée, l'a engagé d'adoucir ses expressions, & il a repris ainsi : « Le bonheur qui résultera de nos travaux sera notre excuse , & les circonstances vous justifieront. C'est l'union de toutes les volontés qui donnera à la constitution le grand caractère qu'elle doit avoir. Les sermens individuels & les adhésions particulières ne peuvent lui donner ce caractère indispensable. »

De nouvelles marques d'improbation ont fait sentir à l'orateur qu'il s'abusoit étrangement sur l'acceptation des loix constitutionnelles , puisque la formation des municipalités , en vertu des décrets de l'assemblée , en est la preuve la plus incontestable.

M. Goupille de Prefeld s'est écrié que M. de Casalès manquoit à la nation , & qu'il attentoit aux loix constitutionnelles par les moyens qu'il employoit.

M. de Casalès ayant encore repris la parole , a dit : « La même motion a été faite à Versailles ; elle fut applaudie alors ; pourquoi feroit-elle reçue aujourd'hui avec défaveur ? Personne ne desire plus que moi que l'accord règne parmi nous. . . . Les murmures d'une grande partie de l'assemblée ne s'accordoient guère avec cette assertion. . . . » Cet accord , a-t-il ajouté , est très-difficile entre des hommes choisis par trois classes différentes de citoyens , dont les causes de désunion se sont accrues par la chaleur des discussions. L'union ne peut régner que par le renouvellement de l'assemblée. Il faut d'ailleurs arrêter les impressions des provinces sur le trop long séjour du roi dans la capitale. . . . »



M. de Cernon a observé que les décrets rendus sur plusieurs départemens l'ont été à diverses époques , & qu'il falloit les réunir en un seul décret.

M. de Casalès est monté à la tribune pour prier l'assemblée de lui indiquer une heure pour une motion qu'il disoit très-importante. On lui a demandé quel en étoit l'objet ? après une courte résistance , il a répondu qu'elle tendoit à faire fixer le terme de la législature actuelle.

« Ce terme, a dit M. Dupont, est celui de la constitution achevée. Les fonctions de représentans sont assez pénibles pour en desirer la fin. Je demande que la question soit ajournée jusqu'au moment où la constitution sera achevée & l'ordre rétabli dans les finances. »

Cette opinion a été généralement approuvée ; on pensoit que ce seroit une sorte de lâcheté d'abandonner la France dans un moment aussi critique, quand toutes les parties de la constitution ne sont pas achevées, & que ses fondemens ne sont pas encore affermis.

M. Biozat s'est élevé avec force contre la motion de M. Casalès. « On ne connoît pas encore, a-t-il dit, les vrais amis de la révolution ; il faut encore quelque temps pour y parvenir ; en attendant la constitution s'établira , & l'assemblée se séparera quand la France ne sera plus en péril. »

« Nous sommes liés par le serment mémorable & solennel, a dit M. de Mirabeau, de ne pas nous séparer que la constitution ne soit achevée : il est donc impossible d'avoir quelque chose à déterminer sur la question de savoir quand la législature finira. La véritable manière de la décider est de ne pas perdre le temps en vaines disputes. Si la question proposée est si simple, je demande qu'on la décide sur-le-champ ; mais je pense qu'il n'y a pas lieu à délibérer ;



car elle est résolue par sa nature. Il faut cependant entendre M. de Casalès ».

Celui-ci a repris la parole : » Nous touchons , a-t-il dit ; à une époque bien importante ; les départemens vont s'assembler , & la nation va juger de la conduite de ses représentans : on peut dire que nous avons dépassé nos mandats. »

L'improbation que l'orateur a reçue de l'assemblée, l'a engagé d'adoucir ses expressions, & il a repris ainsi : « Le bonheur qui résultera de nos travaux sera notre excuse , & les circonstances vous justifieront. C'est l'union de toutes les volontés qui donnera à la constitution le grand caractère qu'elle doit avoir. Les sermens individuels & les adhésions particulières ne peuvent lui donner ce caractère indispensable. »

De nouvelles marques d'improbation ont fait sentir à l'orateur qu'il s'abusoit étrangement sur l'acceptation des loix constitutionnelles , puisque la formation des municipalités , en vertu des décrets de l'assemblée , en est la preuve la plus incontestable.

M. Goupille de Prefeld s'est écrié que M. de Casalès manquoit à la nation , & qu'il attentoit aux loix constitutionnelles par les moyens qu'il employoit.

M. de Casalès ayant encore repris la parole , a dit : « La même motion a été faite à Versailles ; elle fut applaudie alors ; pourquoi seroit-elle reçue aujourd'hui avec défaveur ? Personne ne desire plus que moi que l'accord règne parmi nous. . . . Les murmures d'une grande partie de l'assemblée ne s'accordoient guère avec cette assertion. . . . » Cet accord , a-t-il ajouté , est très-difficile entre des hommes choisis par trois classes différentes de citoyens , dont les causes de désunion se sont accrues par la chaleur des discussions. L'union ne peut régner que par le renouvellement de l'assemblée. Il faut d'ailleurs arrêter les impressions des provinces sur le trop long séjour du roi dans la capitale. . . »



M. Malais a fait la motion de rappeler M. de Casalès à l'ordre. M. de Menou & plusieurs autres l'ont fortement appuyé ; mais M. Lavie en a détourné l'effet, en s'écriant : « Nous avons besoin de temps en temps de pareilles motions ; elles font connoître les vrais amis de la révolution , & réveillent notre patriotisme. »

M. de Casalès a repris de nouveau la parole, pour dire que sa motion avoit été excitée par le patriotisme le plus pur , & qu'on devoit faire cesser les ombrages des provinces sur la tenue des assemblées dans une ville dont les intérêts sont si différens des leurs ; voici la motion qu'il a proposée :

1°. Dès que les départemens seront assemblés , ils éliront de nouveaux députés à l'assemblée nationale.

2°. Aucun des membres de la législature actuelle ne pourra être élu pour celle qui la remplacera.

3°. Le roi fera supplié de convoquer la nouvelle assemblée nationale dans une ville distante de Paris au moins de trente lieues.

A peine cette motion a-t-elle été connue , que M. Lucas de Gannat a dit qu'il avoit eu le malheur de n'être pas membre de l'assemblée à l'époque du 20 juin , jour fameux où le serment de ne pas se séparer sans avoir fait la constitution , fut prononcé. Il a demandé de le prêter , & il y a été admis. Aussi-tôt plusieurs autres membres , parmi lesquels étoient MM. Livré & Batil , ont demandé de prêter le même serment. M. de Menou desiroit qu'on le fit prêter à tous ceux qui n'étoient pas à la séance du 20 juin.

C'est dans ce moment que l'assemblée nationale a présenté le tableau de toutes les passions qui l'agitoient. Les deux tiers de ses membres étoient debout ; parmi eux , on voyoit ceux qui n'avoient pas assisté à la fameuse

féance dans le jeu de paume, lever la main pour prêter le serment; dans les galeries, on ne cessoit d'applaudir, & le patriotisme électrisoit toutes les ames, pendant que plusieurs nobles s'efforçoient de contenir les spectateurs qui applaudissoient aux galeries. Au milieu de ces mouvemens divers, la tribune se remplissoit d'orateurs; on y distinguoit, autant par son costume que par la sérénité de sa physionomie, ce cénobite courageux qui a donné déjà tant de preuves de patriotisme & de philosophie :

« Je trouve, a dit dom Gerle, la motion de M. de Casalès dangereuse & capable de jeter le trouble dans les provinces où l'harmonie commence à s'établir, & comme je n'ai pas eu le bonheur d'être membre de l'assemblée à l'époque du 20 juin, je demande à prêter le serment, & je jure.....

M. de Volnei, lui ayant succédé dans la tribune, a dit :  
« Comme M. de Casalès s'est servi de mon nom pour faire une motion qui excite de vifs débats, je dois observer que les circonstances étoient différentes. A Versailles, notre situation étoit très-critique, & nous étions à la veille de grands événemens. Je présentai ma motion pour terminer des débats qui devenoient fâcheux. Je la gardois comme un remède efficace pour nous délivrer de fâcheuses influences, si elles prenoient de l'ascendant; mais comme je vois que l'assemblée s'avance à grands pas vers l'objet de sa mission & le bonheur de la France, je retracte mon ancienne motion, & je crois qu'il n'y a lieu à délibérer sur celle de M. de Casalès ».

En vain M. de Montlausier a voulu prendre la parole; on desiroit d'aller aux voix.

Il est parvenu cependant à faire entendre que ses pouvoirs étoient limités au mois d'avril.

Cette observation particulière ne pouvoit être prise en



considération. Il en est de même de l'opinion de ceux qui se sentant encore engagés à un ordre, ou à un corps particulier, ne peuvent voir en eux-mêmes le caractère de représentant de tous les citoyens. Les décrets de l'assemblée ont déjà préparé à leur conscience un moyen très-simple & très-constitutionnel de se dérober à leurs inquiétudes; des suppléans nommés par le corps des citoyens, heureusement débarrassés de toutes les distinctions d'ordres, apporteront au sein de l'assemblée nationale un amour sans contrainte pour la liberté & la constitution.

La question préalable a été mise aux voix, & l'assemblée se rappelant le serment solennel de ne pas se séparer avant que la constitution fût achevée, a déclaré n'y avoir lieu à délibérer sur la motion de M. de Casales.

On est revenu à l'ordre du jour, & M. Treilhard a proposé un ordre de travail sur le traitement des religieux.

M. Lavie a demandé s'il n'étoit pas juste d'y comprendre les ci-devant Jésuites, qui n'avoient qu'une pension insuffisante.

L'assemblée a trouvé cette demande pleine de justice; & l'a adoptée.

Voici l'ordre de travail proposé par M. Treilhard, & qui a été décrété ainsi :

» L'assemblée nationale décrète qu'elle s'occupera d'abord du sort des religieux qui sortiront de leurs maisons.

» Qu'elle examinera avant tout s'il faut admettre à cet égard une différence entre les ordres rentés & les ordres non rentés;

» Qu'elle examinera ensuite si parmi les individus du même ordre, il sera fait quelques discussions relatives à leur âge, à leurs titres & qualités dans leurs ordres, on dans leurs maisons ».

## A V I S.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8 , & chez les principaux libraire , de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne feroient pas reçues.